

ARRÊTONS LE MASSACRE DES EMPLOIS !



La volonté de Bercy de détruire 2569 emplois à la DGFIP pour 2010, portant le chiffre de suppressions à 16000 depuis 2002, a provoqué la colère et l'écoeurement des agents.

Depuis la mi-novembre, les manifestations et les grèves se succèdent dans les départements à l'occasion des CTP Locaux « suppressions d'emplois ».

D'autres sont déjà prévues pour janvier.

Un mois après la première banderille plantée par les agents des Hautes Pyrénées, voici un aperçu des premiers départements dans l'action.

12 nov.	Hautes Pyrénées : 33 % de grévistes
19 nov.	Maurienne (Savoie) : 2000 manifestants à l'appel de l'Interpro
30 nov.	Meuse : 35 % de grévistes
	Isère : 150 agents envahissent une réunion sur les SIP
	Haute Garonne : Manifestation devant la cité
	Ille et Vilaine : 150 agents occupent les halls
3 déc.	La Réunion : 70 % de grévistes
8 déc.	Ille et Vilaine : 2 ^{ème} envahissement des halls
14 déc.	Finistère : 11 % de grévistes
	Cher : 55% de grévistes dont 72% dans les CDI et 69% dans les SIE
	Côtes d'Armor : 35 % de grévistes
	Hauts de Seine : Envahissement du CTP par plus d'une centaine d'agents
	Maine et Loire : 28 % de grévistes
	Val d'Oise : Grosse manifestation devant la TG
	Loire Atlantique : envahissement du CTP
	Vaucluse : 70 agents interpellent le Directeur
14 et 15	Centres prélèvement Service : 2 jours de grève à 27 et 53 %
15 déc.	CDIF de Millau : 90 % de grévistes
	Morbihan : 24 % de grévistes
	Rhône : 50 agents déposent un cercueil dans le hall à Lyon
16 déc.	Charente Maritime : une centaine d'agents envahissent le CTP
A VENIR :	
17 déc.	Appel à la grève dans les Bouches du Rhône, le Gers, dans l'Aisne et en Meurthe et Moselle
18 déc.	Grève en Seine Maritime, dans le Calvados, en Charente et dans la Vienne

RÉAGISSONS !

Le mot d'ordre d'action lancé par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires ne cesse de gagner des départements depuis notre boycott du CTP Central « Suppressions d'emplois » le 30 novembre dernier.

Ce jour là, l'Union avait interpellé le ministre par écrit pour qu'il renonce à appliquer sa politique destructrice d'emplois et de services publics.

A ce jour, E. Woerth n'a pas encore daigné nous répondre, malgré les grèves et les actions réalisées ou à venir. Serait-il grippé ?

Se réfugie-t-il dans un silence bien commode puisqu'il est dans l'incapacité de justifier cette accumulation des suppressions qui, de plus, dépassent allégrement les 50 % de non remplacement des départs en retraite alors que ce dogme gouvernemental est déjà insupportable ?

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, il est plus que jamais nécessaire de poursuivre dans l'unité la campagne d'actions contre les suppressions d'emplois dans chaque département jusqu'aux derniers CTP locaux en janvier.

C'est en nous appuyant sur cette mobilisation grandissante et durable que nous pourrons faire avancer toutes nos revendications.

Paris, le 17 décembre 2009